



Communiqué de presse

Luxembourg, le 15 novembre 2019

Lutte contre la résistance aux antimicrobiens: l'UE a fait peu de progrès à ce jour, selon la Cour des comptes européenne

Selon un nouveau rapport publié par la Cour des comptes européenne, l'UE a fait peu de progrès dans la lutte contre les bactéries multirésistantes, en particulier celles devenues résistantes aux antibiotiques. L'action de l'UE a certes permis quelques avancées, notamment dans le domaine vétérinaire, mais peu d'éléments permettent à ce jour d'affirmer que le fardeau sanitaire que représente la RAM a été allégé, d'après les auditeurs.

La résistance aux antimicrobiens (RAM) désigne le phénomène au cours duquel des microbes, comme des bactéries, des virus, des parasites et des champignons, développent une résistance à des médicaments qui offraient jusqu'alors un traitement efficace. Environ 33 000 personnes décèdent chaque année dans l'UE des suites d'infections à bactéries résistantes aux médicaments, ce qui se traduit par un coût de 1,5 milliard d'euros pour l'économie en raison des coûts des soins supplémentaires et des pertes de productivité. La lutte contre les bactéries multirésistantes est complexe et nécessite d'adopter une approche intégrée, fondée sur le principe «Une seule santé», qui tient compte à la fois de la santé humaine, de la santé animale et de l'environnement.

Les auditeurs ont évalué la manière dont la Commission européenne et les agences de l'UE ont géré les principales activités et ressources destinées à faire reculer la RAM. Ils ont examiné le soutien apporté par la Commission aux États membres dans la mise en application de l'approche «Une seule santé», ainsi que sa contribution à la promotion d'une utilisation prudente des antimicrobiens chez l'animal. Ils se sont également penchés sur le soutien de l'UE à la recherche sur la RAM.

«La résistance aux antimicrobiens est une menace grave qui pèse sur la santé publique», a déclaré M. Nikolaos Milionis, le Membre de la Cour des comptes européenne responsable du rapport. «Bien que des progrès aient été accomplis dans le domaine vétérinaire, la Commission

L'objectif de ce communiqué de presse est de présenter les principaux messages du rapport spécial adopté par la Cour des comptes européenne. Celui-ci est disponible dans son intégralité sur le site www.eca.europa.eu.

ECA Press

12, rue Alcide De Gasperi - L-1615 Luxembourg

E: press@eca.europa.eu @EUAuditors eca.europa.eu

européenne doit, de concert avec les États membres, intensifier ses efforts pour endiguer cette menace croissante».

Les auditeurs ont conclu que le soutien que l'UE a fourni aux États membres pour encourager l'application du principe «Une seule santé» a été précieux. Il a notamment contribué à aider les responsables politiques à prendre des décisions plus éclairées et à faciliter la coopération et le partage d'expériences entre les États membres. Toutefois, de nouvelles synergies sont possibles pour soutenir la lutte contre la RAM grâce à des investissements ciblés et d'un bon rapport coût-efficacité. Ils pointent également les lacunes au niveau du suivi des progrès accomplis et de la surveillance des infections associées aux soins, ce qui pourrait ralentir les actions menées contre la RAM. Ils estiment par ailleurs que les données scientifiques disponibles sur l'apparition et la propagation de la RAM dans l'environnement restent insuffisantes.

Les auditeurs ont constaté qu'en dépit de progrès hétérogènes, les antimicrobiens à usage vétérinaire sont utilisés avec une plus grande prudence dans la plupart des États membres. Il s'agit d'un élément crucial de la lutte contre la RAM. Ils précisent néanmoins que la consommation de certains antimicrobiens reste trop élevée. Les nouvelles règles de l'UE relatives aux médicaments vétérinaires et aux aliments médicamenteux pour animaux remédient à plusieurs faiblesses connues. Cependant, certains problèmes persistent, comme les difficultés rencontrées par les États membres pour collecter les données et les failles présentes dans la surveillance de bactéries résistantes dans les denrées alimentaires et chez l'animal. Selon les auditeurs, la future politique agricole commune offre l'occasion de renforcer encore le cadre institué par l'UE pour lutter contre les bactéries multirésistantes.

Le budget de l'UE constitue une importante source de financement pour accompagner les investissements dans la recherche sur la RAM. Cependant, la recherche de nouvelles classes d'antimicrobiens n'a connu aucune avancée majeure. En outre, les auditeurs ont constaté que la Commission n'avait pas entrepris d'évaluer de manière exhaustive son soutien à la recherche (qui représente plus de 99 % des dépenses que l'UE consacre à la RAM). Enfin, aucune initiative concrète de l'UE n'est encore parvenue à combler le manque d'incitations économiques qui décourage le secteur privé d'investir dans la recherche sur la lutte contre la RAM.

Sur la base de leurs constatations, les auditeurs formulent un certain nombre de recommandations visant à améliorer la réponse de l'UE à la RAM, notamment:

- offrir un meilleur soutien aux États membres;
- promouvoir une utilisation prudente des antimicrobiens vétérinaires et une meilleure surveillance de la RAM;
- renforcer les stratégies visant à stimuler la recherche sur la RAM au sein de l'UE.

Remarques à l'intention des journalistes

La RAM constitue une menace grave pour la santé, le développement et la sécurité alimentaire dans le monde. Lutter contre ce fléau consiste en définitive à relever deux grands défis: faire un usage plus prudent et efficace des antimicrobiens existants et découvrir, puis mettre sur le marché, de nouveaux antimicrobiens grâce à la recherche-développement.

En 2017, dans le sillage du plan d'action mondial de l'Organisation mondiale de la santé, la Commission européenne a adopté son «Plan d'action européen fondé sur le principe «Une seule santé» pour combattre la résistance aux antimicrobiens», qui prévoit des actions dans les domaines de la santé humaine, de la santé animale et de l'environnement.

Le rapport spécial n° 21/2019 intitulé «Résistance aux antimicrobiens: cette menace sanitaire reste un enjeu fort pour l'UE malgré des progrès dans le secteur vétérinaire» est disponible dans 23 langues de l'UE sur le site internet de la Cour (www.eca.europa.eu).

La Cour des comptes européenne présente ses rapports spéciaux au Parlement européen et au Conseil de l'UE, ainsi qu'à d'autres parties intéressées telles que les parlements nationaux, les acteurs de l'industrie et des représentants de la société civile. La grande majorité des recommandations formulées dans nos rapports sont mises en œuvre.

Contact presse pour ce rapport

Vincent Bourgeois – E: vincent.bourgeois@eca.europa.eu

T: (+352) 4398 47 502 / M: (+352) 691 551 502